Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

# Terres rares et biens communs

Deux nouvelles expressions font aujourd'hui florès et participent à la reconfiguration de l'ordre économique et politique issu de la fin de la guerre froide et de l'effondrement du mur de Berlin : les «terres rares» et les «biens communs».

Elles ont récemment repris du sens suite à un accord à long terme conclu entre la maison de commerce et de négoce japonaise Sojitz et le groupe australien Lynas pour l'importation de… 9 000 tonnes de matières premières par an, soit 30% des besoins du pays. Objectif avoué de l'opération : rompre la dépendance aux exportations chinoises qui couvrent 90% des besoins nippons. Le groupe australien compte sur les ressources en terres rares des mines du Mont Weld, dans l'ouest du pays, pour honorer ses engagements. L'enjeu mis en exergue depuis peu à la faveur du développement des industries liées aux technologies de pointe pour les besoins de l'automobile, l'électronique (où ils servent, notamment, à la fabrication d'iPad ou d'écrans plats) et l'énergie éolienne, ce sont 17 précieux composés métalliques. Une récente étude américaine limite à 110 millions de tonnes les réserves en surface de ces métaux rares dont la production actuelle – 120 000 tonnes représentant 97% de la production mondiale – revient pour l'essentiel à la Chine.

Un tel monopole inquiète le Japon qui importe plus de 90% de ses terres rares depuis la Chine. Celle-ci est ouvertement accusée de faire de ce monopole une arme diplomatique pour avoir, dans un passé récent, mis fin à son commerce de terres rares avec le Japon. En effet, un embargo sur les exportations de ces substances métalliques vers l'archipel avait été décidé par Pékin en septembre 2010, en pleine crise diplomatique entre les deux pays.

Un bras de fer fort incitatif pour le Japon qui a poussé ses scientifiques à «pister» à plus de 3 000 mètres au fond de l'océan Pacifique des boues censées être porteuses d'énormes quantités de gadolinium, lutetium, terbium et autre dysprosium(*). Les chercheurs japonais ont exploré 78 sites, situés entre 3 000 et 6 000 m de profondeur dans des eaux internationales autour d'Hawaï et à l'est de Tahiti. Leurs projections sont d'un optimisme suspect : le sous-sol du Pacifique contiendrait potentiellement des réserves de terres rares 1 000 fois supérieures à celles actuellement recensées dans le monde, soit un volume sous-marin proche des 100 milliards de tonnes.

Outre l'Australie et les fonds marins, le Viêtnam et la Mongolie semblent être de bonnes alternatives à la forte mainmise chinoise. Devant l'accroissement de ses besoins pour un produit dont les prix ont quintuplé entre 2006 et 2010 et craignant un épuisement de ses réserves, Pékin a entamé la réduction graduelle de ses exportations (de 5% à 10% par an), avant de marquer un coup d'arrêt inattendu cette année : une baisse des quotas d'exportation de terres rares de 40 % par rapport à 2009.

Avant de lancer une quelconque exploitation dans les eaux internationales, les chercheurs nippons devront obtenir l'aval de l'Autorité internationale des fonds marins, relevant de l'Organisation des Nations unies.

Nous entrons de plain-pied dans le second chantier sensible du siècle : les biens communs. Une notion que les économistes cajolent depuis que le Prix Nobel d'économie 2009 a été attribué à une femme, Elinor Ostrom, en compagnie de Oliver Williamson (les deux chercheurs ayant mené leurs travaux indépendamment l'un de l'autre). Le véritable trait commun entre les deux économistes est d'avoir travaillé au-delà du marché. Elinor Ostrom avait été récompensée pour avoir «donné des preuves des règles et des mécanismes d'application qui gouvernent l'exploitation de gisements de biens publics par des associations d'utilisateurs». Une récente étude de la fondation Carnegie évoque les nouveaux enjeux qui y sont attachés(**). Elle cible plus particulièrement les puissances émergentes et les difficultés croissantes à mettre en place des institutions consensuelles pour la gouvernance des biens communs.

Dans cette perspective, il faudra compter avec de nouveaux acteurs. En 2050, la Chine sera la plus grande économie, et six des marchés émergents d'aujourd'hui seront parmi les sept plus grandes économies mondiales, aux côtés des Etats-Unis.

«Ce changement économique, ainsi que le rééquilibrage politique et militaire qui va probablement l'accompagner, pose des défis nouveaux considérables pour la gouvernance internationale sollicitée pour la gestion du patrimoine mondial, à commencer par le changement climatique, en passant par les ressources essentielles ou la prévention des pandémies mondiales», soulignent les auteurs de l'étude Carnegie. Les pays en développement, où vivent environ 1 milliard de personnes souffrant de faim chronique, sont la première victime des conséquences liées aux émissions de carbone. Le hic est qu'ils produisent aujourd'hui plus de la moitié des nouvelles émissions mondiales et leur part est appelée à augmenter fortement au cours des prochaines décennies. Il s'ensuit une atomisation de leur bloc d'intérêts ; les pays les plus pauvres, insulaires et tropicaux, souffrant de manière disproportionnée du changement climatique, plaidant en faveur des limites plus strictes. Il en est de même pour la pêche en haute mer, domaine dans lequel la FAO peine à parvenir à un accord qui limite la casse des «navires-usines» qui menacent la viabilité de nombreuses zones de pêche traditionnelles — près de 30% des stocks mondiaux de poissons sont surexploités, épuisés ou en convalescence. Les biens communs que représentent l'orbite géostationnaire, le ciel ou encore le climat (il conviendrait de parler d'un mal commun dans ce cas) affectent le potentiel de conflit entre pays industrialisés et en développement : leurs différends concernant les émissions de carbone pourraient mettre en danger le système commercial mondial (lorsque les pays riches tentent d'imposer des tarifs sur les polluants exportateurs) ou, éventuellement, menacer la paix mondiale (lorsque les pays riches recourent à la force armée et l'intervention directe pour couvrir une appropriation de ressources). Les fréquences

*Par Ammar Belhimer*
ambelhimer@hotmail.com

radioélectriques se prêtent au même raisonnement. A l'instar du droit de la mer (écrit pour l'essentiel au cours de la période 1973-1982), l'exploitation minière ou autre de certains biens communs plaide pour une organisation internationale et une distribution des revenus entre tous les pays. Encore faut-il que tous disposent du même savoir-faire et des mêmes capacités de gouvernance et d'expertise pour être au plus près de leurs propres intérêts.

A. B.

(*) Voici les principaux composés des terres rares et leurs usages les plus courants :

- le cérium, utilisé dans les batteries nickel métal hydrure et les lampes fluorescentes compactes ;
- le tellure, utilisé en film mince dans certains panneaux photovoltaïques ;
- le néodyme, un des constituants des aimants permanents à haute performance utilisés dans les machines tournantes ;
- le samarium, à la base des aimants résistants aux hautes températures ;
- le terbium, utilisé comme élément phosphorescent dans l'éclairage de type led.

(**) *Carnegie Endowment for International Peace, Juggernaut : How Emerging Markets Are Reshaping Globalization*, 2011.

*Le Soir sur Internet :*
http:www.lesoirdalgerie.com
*E-mail :*
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

# Norvégien ! Je veux devenir norvégien !

*Par Hakim Laâlam*

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

*Pourvu que l'ANP ne se retire pas des affaires du…*

… foot !

- Je veux devenir norvégien !
- Tu veux dire que tu souhaiterais exprimer toute ta solidarité au peuple norvégien après le terrible double attentat qui a frappé ce pays ?
- Non ! Pas du tout ! Je veux devenir norvégien et vivre en Norvège.
- Tu crois vraiment que c'est le bon moment pour aller vivre là-bas ?
- Tout à fait ! Je veux devenir norvégien !
- D'accord ! D'accord ! Ça, on commence à le comprendre. Mais pourquoi veux-tu soudain devenir norvégien ? C'est pour le climat ?
- Point du tout !
- Pour la démocratie alors ?
- Absolument pas !
- Pour la douceur de vivre ?
- Tu n'y es pas !
- Si ce n'est ni pour le climat, ni pour la démocratie, ni pour la douceur de vivre, c'est donc pour les filles !
- Quelles filles ?
- Ben… les Norvégiennes ! De belles et sculpturales Nordiques que l'on dirait droit sorties d'une revue de mode…
- Rien à voir avec les filles ! Même si effectivement elles sont superbes. Quoi qu'un peu froides à mon goût. Non ! Les filles n'y sont pour rien dans mon envie furieuse de devenir norvégien et de vivre là-bas
- Mais quelle mouche t'a donc piqué pour que tu te braques ainsi sur la Norvège ? Et d'abord, qu'irais-tu faire en Norvège ? Aurais-tu reçu des propositions de travail bien plus avantageuses que celles que tu as ici, en Algérie ?
- Absolument pas !
- Et que ferais-tu alors de tes journées sans travail. Comment vivrais-tu ?
- Je lirais les journaux norvégiens !
- Quoi ? Tu veux aller vivre en Norvège juste pour lire leurs journaux ? Et qu'est-ce qu'il y a dedans de si extraordinaire pour que tu émigres en Norvège avec pour seule perspective d'y lire des canards ?
- Et ben vois-tu, si je devenais norvégien et si je vivais en Norvège, j'aurais enfin la chance de pouvoir recevoir à titre personnel ce message. De me sentir concerné par ce texte.
- Tu vas finir par me rendre chèvre ! Mais de quel message parles-tu ? De quel texte ?
- Celui qu'Abdekka vient d'envoyer au roi de Norvège, Harald V et dans lequel il condamne avec «la plus grande des fermetés» les attentats qui ont visé la Norvège, se dit profondément ému par ce drame et tient à exprimer en son nom personnel ses condoléances les plus attristées au peuple norvégien.
- Moiiiiiiiiii aussi je veux devenir norvégien ! Tout comme toi ! Comment on devient norvégien, dis-le moi vite !
- C'est simple. Avant toute chose, faut commencer par le commencement.
- Et c'est quoi ce foutu commencement ? Que je commence moi aussi !
- Il faut fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue. Plus tu fumeras, plus tu te rapprocheras de la Norvège…

H. L.